

Chambre des Représentants

SÉANCE DU 22 MARS 1902.

Proposition de loi portant suppression des conseillers communaux supplémentaires.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS.

Les dispositions dont l'abrogation est proposée sont une innovation introduite dans notre loi électorale communale en 1895. Elles sont dues à l'initiative de l'honorable M. Helleputte.

Dès avant leur adoption par la Législature, elles furent amèrement critiquées par l'opposition socialiste et par des membres de la gauche libérale.

Il suffit, pour le démontrer, d'emprunter aux *Annales parlementaires* quelques extraits de la discussion qui s'engagea à leur sujet à la Chambre des représentants, le 3 avril 1895.

En voici un premier (pp. 1255 et 1256) :

« M. Helleputte. Sans doute, cette disposition (la disposition principale de l'amendement de M. Helleputte) sera critiquée : on dira qu'il y a là un privilège pour la classe ouvrière.

M. Vandervelde. Et pour les patrons.

M. Helleputte. On dira que les ouvriers ont une puissance électorale supérieure à celle des autres citoyens.

M. Vandervelde. Et les patrons, qui élisent le même nombre de conseillers ?

M. Furnémont. Vous leur ajoutez une cinquième voix.

M. Helleputte. Si vous le voulez, nous discuterons tout à l'heure le nombre de voix.

M. Vandervelde. C'est pire que le projet de loi du Gouvernement.

.

M. Lorand. Ce que vous proposez, c'est la caricature de la représentation des intérêts.

M. Furnémont. Il faut envoyer cela au musée des horreurs ! (*Hilarité à gauche.* »

En voici un second (p. 1248) :

« *M. Vandervelde*, parlant contre la demande de clôture de la discussion, s'écriait :

« Nous voulons montrer que la concession que l'amendement de *M. Helleputte* paraît faire à la démocratie est aussi fausse que la démocratie même de l'honorable membre. (*Très bien ! sur les bancs socialistes.*)

« Après vous être donné le ridicule d'y (au projet de loi) ajouter l'amendement *Helleputte*, vous aurez mis le comble à votre conduite en empêchant l'opposition de se faire entendre.

« Vous mutilez le suffrage universel et, joignant le dérision à l'injustice, vous votez l'amendement *Helleputte.* »

Tandis que l'honorable *M. Denis* avait déclaré (p. 1245) que « la concession offerte à la démocratie » — sous la forme de l'amendement *Helleputte* — « n'avait aucun caractère organique », *M. Demblon* l'avait résumée en ces termes (p. 1258) : « Cinq voix aux patrons » et *M. Bastien* (p. 1244) l'avait jugée en ces termes : « L'amendement *Helleputte* est une farce. »

Au vote, les députés socialistes et libéraux votèrent unanimement contre l'amendement *Helleputte*. Ce furent (voir p. 1250 des *Annales*) : MM. Jourez, Lambillotte, Léonard, Magnette, Malempré, Mansart, Maroille, Mineur, Mouton, Niezette, Ozeray, Palante, Paquay, Roger, Ronvaux, Schinler, Smeets, Vandervelde, Warnant, Warocqué, Wettinck, Anseele, Bastien, Berloz, Bertrand, Boucher, Brenez, Brouwier, Caeluwaert, Cavrot, Dauvister, Defnet, A. De Fuisseaux, L. De Fuisseaux, Demblon, Denis, Destrée, Fagnart, Furnémont, Gierkens, Gillard, Gillaux, Hambursin, Henricot, Heuse.

La plupart des membres de l'opposition qui émirent ce vote négatif font encore partie du Parlement. Ils ne peuvent évidemment trouver bon aujourd'hui ce qu'ils stigmatisaient, il y a quelques années à peine, dans les termes qui viennent d'être rappelés.

Seul des membres de la majorité, j'eus l'honneur de m'élever contre l'amendement de l'honorable *M. Helleputte* et d'émettre, à mon tour, à son sujet, un vote négatif, comme l'honorable *M. Théodor*.

Voici comment je justifiai alors ma manière de voir :

« Le système de l'honorable *M. Helleputte* — qui confond l'ordre économique avec l'ordre politique — est, selon moi, extrêmement dangereux.

« Ne voulant pas énumérer toutes les raisons qui me portent à formuler ce jugement, je le résume en disant que le système du projet ministériel combiné avec l'amendement de *M. Helleputte* nous mène droit à l'inconnu, qu'il sera fatalement remis à bref délai sur le métier législatif et qu'on ne saurait l'étendre au terrain provincial.

« L'amendement de *M. Helleputte* accorde le droit de désigner deux ou quatre conseillers communaux supplémentaires aux ouvriers qui participent, dans les villes de plus de 20,000 âmes où existent des conseils de l'industrie

et du travail à l'élection des membres ouvriers de ces utiles institutions de pacification sociale. Mais, outre que les villes où ce système pourra fonctionner sont très peu nombreuses, tous les ouvriers qui y sont domiciliés ne feront pas partie du corps électoral spécial restreint qu'on va créer. Loin de là ! »

» De même que beaucoup d'ouvriers, les employés ne sont pas électeurs au conseil de l'industrie et du travail dans les quelques localités de plus de 20,000 habitants où il en existe.

» Le privilège concédé aux ouvriers qui le sont ne profitera pas aux ouvriers industriels des autres localités, ni aux ouvriers agricoles d'aucune de nos communes rurales; la raison en est bien simple : les conseils de l'industrie et du travail ne sont pas institués pour fonctionner à la campagne.

» D'autre part, le régime d'exception qu'on nous propose d'appliquer à certains ouvriers de quelques villes, doit également, dans la pensée de M. Helleputte, s'y appliquer, dans la même mesure, aux « chefs d'industrie ». Eux aussi désigneront deux ou quatre conseillers communaux supplémentaires, de même qu'ils élisent, seuls, les membres patrons des conseils de l'industrie et du travail.

» Mais, Messieurs, vous imaginez-vous que ceux qui, dans ces localités, ne sont ni chefs d'industrie, ni ouvriers, ne vont pas crier à l'abus ?

» Ne pensez-vous pas que les bourgeois, les négociants, ceux qui exercent des fonctions libérales et tous ces autres à qui vous ne concédez pas le droit de participer à l'élection des quatre ou huit conseillers communaux supplémentaires que vous allez appeler à l'existence, crieront, dès demain, à l'injustice ? »

» La représentation des intérêts, telle qu'elle nous est présentée, n'est qu'un embryon informe. Le système de l'honorable M. Helleputte est incontestablement un système provisoire, essentiellement transitoire. Il n'est qu'une représentation amputée des intérêts. Par cela même, il n'est pas défendable, en raison pure.

» La loi de demain — le projet ministériel sur lequel est rivé l'amendement Helleputte — m'apparaît — passez-moi cette comparaison — comme une espèce de monstre à deux têtes. C'est un être bicéphale, dont la vie ne sera pas longue. »

» Quoique M. Helleputte soit le père du système que nous discutons en ce moment, je ne puis, voyant clairement qui en retirera le bénéfice, m'abstenir de dire à mes amis : Défiez-vous de ce nouveau cheval de Troie et regardez soigneusement ce que recèlent ses flancs ! »

» *J'en suis certain, la loi organique que la Chambre semble prête à voter, n'aura qu'une existence éphémère; dans quelques années, il en faudra une refonte !* »

Aujourd'hui, plus encore qu'en 1895, je regrette l'introduction dans notre loi électorale communale des dispositions dont j'ai l'honneur de proposer l'abrogation.

Depuis 1895 la plupart des organes de la presse les ont d'ailleurs critiquées.

Récemment, notamment au cours de la discussion de la proposition de loi tendant à apporter des modifications à notre législation électorale provinciale et communale, elles ont fait l'objet d'avis nettement défavorables, formulés par MM. Lorand et Hymans, entre autres.

Ce dernier disait à la séance de la Chambre du 20 février 1902 : « On devrait supprimer l'institution des conseillers communaux élus par les conseils de l'industrie et du travail, laquelle ne répond ni à un intérêt ni à un principe. »

Dans un tract de propagande, l'honorable M. Carton de Wiart a écrit : « Rien ne justifie la création des conseillers supplémentaires ».

Parlant de la loi électorale communale, la *Justice sociale*, organe de divers de nos collègues, a dit, de son côté :

« L'introduction (dans notre loi sur les élections communales) des dispositions relatives aux conseillers complémentaires n'a fait que la gâter davantage. »

Tout cela étant, on peut regarder l'abrogation des dispositions visées par la présente proposition de loi comme répondant au vœu des diverses nuances de l'opposition et à celui d'un grand nombre de membres de la majorité.

Elles ne sauraient être étendues et introduites dans nos lois électorales pour la Province et pour les Chambres. Elles sont un obstacle à l'unification de notre législation électorale, considérée par beaucoup comme désirable.

Le moment paraît, en conséquence, venu de les supprimer et d'empêcher qu'elles soient mises une seconde fois en œuvre lors des prochaines élections communales.

Jos. HOÏOIS.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE

Les articles 52 à 61 inclus (Titre III) de la loi relative aux élections communales, qui établissent et règlent l'élection des conseillers communaux supplémentaires, sont abrogés.

WETSVOORSTEL

EENIG ARTIKEL.

De artikelen 52 tot en met inbegrip van artikel 61 (titel III) van de wet betreffende de verkiezingen voor de gemeente, die de verkiezing van bijgevoegde gemeenteraadsleden instellen en regelen, worden ingetrokken.

Jos. Ho ois.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 MAART 1902.

Wetsvoorstel tot afschaffing der toegevoegde gemeenteraadslieden.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De bepalingen die wij u verzoeken in te trekken, zijn eene nieuwigheid, in 1895 in onze kieswet voor de gemeente opgenomen. Zij gingen uit van den achtbaren heer Helleputte.

Reeds vóór hare aanneming door de Kamers, werden ze streng afgekeurd, zoo door de socialistische als door de liberale linkerzijde.

Om dit te bewijzen, zal het volstaan uit de *Handelingen der Kamers* zekere uittreksels aan te halen van de bespreking daarover op 3 April 1895.

In de eerste plaats, vinden wij op bladzijde 1253 en 1256 :

« *De heer Helleputte.* Ongetwijfeld zal deze bepaling (de hoofdbepaling van het amendement des heeren Helleputte) gehekeld worden : men zal zeggen dat het een voorrecht is voor de arbeidersklasse.

De heer Vandervelde. En voor de meesters.

De heer Helleputte. Men zal zeggen dat de werklieden eene grootere kiesmacht hebben dan de andere burgers.

De heer Vandervelde. En de meesters die hetzelfde getal raadsleden verkiezen ?

De heer Furnémont. Gij geeft hun nog eene vijfde stem.

De heer Helleputte. Zoo ge wilt, zullen wij straks het getal stemmen bespreken.

De heer Vandervelde. 't Is slechter dan het ontwerp der Regeering.

.

De heer Lorand. Wat gij voorstelt, is een spotbeeld van vertegenwoordiging der belangen.

De heer Furnémont. Dat dient verzonden naar het museum der wanstaltigheden ! (*Gelach, links.*) »

Ziehier een tweede uittreksel (blz. 1248) :

« *De heer Vandervelde*, tegen het sluiten der beraadslaging sprekende, riep uit :

« Wij willen bewijzen dat de toegeving welke het amendement des heeren » Helleputte schijnt te doen aan de democratie, zoo valsch is als de democratie zelve van het achtbaar lid. (*De socialisten : Zeer wel !*) »

« Na u belachelijk te hebben gemaakt door het amendement Helleputte te » hebben toegevoegd aan het wetsontwerp, zult gij de kroon op uw werk » stellen, door de oppositie te beletten hare stem te doen hooren.

« Gij verminkt het algemeen stemrecht, en het bespottelijke met het » onrecht parende, stemt gij voor het amendement Helleputte. »

Terwijl de achtbare heer Denis had verklaard (blz. 1245) dat « de aan de democratie voorgestelde toegeving » — onder den vorm van het amendement Helleputte — « hoegenaamd geen inrichtingskarakter opleverde », had de heer Demblon het samengevat in deze woorden (blz. 1258) : « Vijf stemmen voor de meesters », en de heer Bastien (blz. 1244) beoordeelde het in dezer voegen : « Het amendement Helleputte is eene grap. »

Bij de stemming, verklaarden socialist en liberalen zich eenparig tegen het amendement Helleputte; met name (blz. 1250 der *Handelingen*) de heeren Jourez, Lambillotte, Léonard, Magnette, Malempré, Mansart, Maroille, Mineur, Mouton, Niezette, Ozeray, Palante, Paquay, Roger, Ronvaux, Schinler, Smets, Vandervelde, Warnant, Warocqué, Wettinck, Anseele, Bastien, Berloz, Bertrand, Boucher, Brenez, Brouwier, Caeluwaert, Cavrot, Dauvister, Defnet, A. De Fuisseaux, L. De Fuisseaux, Demblon, Denis, Destrée, Fagnart, Furnémont, Gierkens, Gillard, Gillaux, Hambursin, Henricot, Heuse.

Het meerendeel der oppositieleden die er tegen stemden, behooren nog tot de Kamer. Zij kunnen voorwaar heden niet goed vinden wat zij, pas eenige jaren geleden, in hoogervermelde bewoordingen brandmerkten.

Onder al de leden der meerderheid, had ik alleen de eer mij tegen het amendement des achtbaren heer Helleputte te verzetten en er op mijne beurt tegen te stemmen, zooals de achtbare heer Theodor.

Ziehier hoe ik toen mijne zienswijze uitlegde :

« Het stelsel van den achtbaren heer Helleputte — dat de oëconomische met de politieke opvatting verwart — is, dunkt mij, uiterst gevaarlijk.

« Daar ik niet al de redenen wil opsommen, waarop ik mijn oordeel steun, vat ik ze samen door te zeggen dat het stelsel van het ministeriëel ontwerp, gepaard met het amendement des heeren Helleputte, ons regelrecht naar het onbekende leidt, *dat het noodlottigerwijze eerlang terug ter spraak zal komen voor de Kamers*, en dat het niet kan uitgebreid worden tot de verkiezingen voor de provincie.

« Het amendement des heeren Helleputte verleent het recht om twee of vier toegevoegde gemeenteraadsleden te benoemen aan de werklieden die,

in steden met meer dan 20,000 zielen waar nijverheids- en arbeidsraden bestaan, deel nemen aan de verkiezing der werklieden-leden dier nuttige instellingen van maatschappelijke bevrediging. Doch, niet alleen zijn de steden waar dat stelsel kan toegepast worden weinig in getal, daarenboven maken de werklieden die er gevestigd zijn niet allen deel uit van het beperkt bijzonder kiezerskorps dat men in 't leven roept. Op verre na niet! »

» Evenals vele werklieden, zijn de beambten evenmin kiezer voor den nijverheids- en arbeidsraad, in de weinige gemeenten met meer dan 20,000 inwoners waar die raad bestaat.

» Het voorrecht, toegekend aan de werklieden die voor bedoelden raad kiezer zijn, zal geen voordeel opleveren voor de nijverheidswerklieden der andere gemeenten, noch voor de landelijke arbeiders in geen enkele onzer plattelandsgemeenten; en de reden daartoe is heel eenvoudig: de nijverheids- en arbeidsraden zijn niet ingesteld om ten plattelande te werken.

» Anderzijds moet het uitzonderingsstelsel dat men ons voorstelt toe te passen op zekere werklieden van enkele steden, insgelijks naar de opvatting van den heer Helleputte, daar in dezelfde mate worden toegepast op de « nijverheidshoofden ». Ook dezen zullen twee of vier toegevoegde gemeenteraadsleden aanduiden, zooals zij insgelijks alleen de werkgevers-leden der nijverheids- en arbeidsraden verkiezen.

» Maar, Mijne Heeren, denkt gij dat zij die, in die gemeenten, nijverheidshoofd noch werkman zijn, dat stelsel niet als een misbruik zullen uitkrijten?

» Denkt gij niet dat de burgers, de handelaars, zij die vrije beroepen uitoefenen en al die anderen, wien gij het recht niet toekent deel te nemen aan de verkiezing van de vier of acht toegevoegde gemeenteraadsleden, die gij in 't leven zult roepen, onmiddellijk zullen zeggen dat er onrecht wordt gepleegd? »

» De vertegenwoordiging der belangen, zooals zij ons wordt voorgesteld, is slechts eene vormlooze kiem. Het stelsel van den achtbaren heer Helleputte is onbetwistbaar slechts voorloopig, uit zijnen aard vergankelijk. 't Is eene verminkte vertegenwoordiging der belangen. Daardoor zelf is het redelijkerwijs niet te verdedigen.

» De toekomstige wet — het ministeriëel ontwerp waarop het amendement Helleputte wordt geklonken — komt mij voor — veroorlooft mij die vergelijking — als een soort van wangedrocht met twee koppen. 't Is een tweehoofdig wezen, dat niet lang te leven heeft »

» Alhoewel de heer Helleputte de vader is van het thans besproken stelsel, kan ik, duidelijk ziende wie er het voordeel zal uit trekken, niet nalaten tot mijne vrienden te zeggen: Wantrouwt dat nieuwe paard van Troje en onderzoek zorgvuldig wat het in zijne holte verbergt! »

» *Ik ben er zeker van dat de organische wet, welke de Kamer op 't punt staat aan te nemen, slechts een vergankelijk bestaan zal hebben; binnen enkele jaren zal de wet moeten hermaakt worden!* »

Heden betreur ik nog meer dan in 1895, dat in onze kieswet voor de

gemeente de bepalingen werden opgenomen, welker intrekking ik de eer heb u voor te stellen.

Sedert 1898 werden zij overigens door het meerendeel onzer dagbladen en tijdschriften afgekeurd.

Nog onlangs, tijdens de beraadslaging over het wetsvoorstel tot wijziging onzer kieswetten voor provincie en gemeente, werden zij uitdrukkelijk afgekeurd, met name door de heeren Lorand en Hymans, onder meer anderen.

Laatstgemelde zegde ter zitting der Kamer op 20 Februari 1902 : « Men dient de benoeming van de gemeenteraadsleden, door de nijverheids- en arbeidsraden verkozen, weg te laten : zij beantwoordt aan geen belang noch beginsel ».

In een propaganda-vlugschrift, zegde de achtbare heer Carton de Wiart : « Niets wettigt het benoemen van toegevoegde raadsleden. »

Sprekende over de gemeentewet, schreef van haren kant de *Justice sociale*, tolk van verschillende onzer medeleden :

« Het opnemen (in onze kieswet voor de gemeente) van bepalingen betreffende de toegevoegde raadsleden, heeft de wet enkel nog verslecht. »

Dit zoo zijnde, mag het intrekken der bepalingen door het aanhangig wetsvoorstel bedoeld, beschouwd worden als beantwoordende aan den wensch der verschillende schakeeringen van de oppositie en aan dien van een aantal leden der rechterzijde.

Ze kunnen onmogelijk uitgebreid en opgenomen worden in onze kieswetten voor de provincie en de Kamers. Ze zijn een hinderpaal voor het eenmaken onzer kieswetten, wat door velen wenschelijk wordt geacht.

Dus schijnt het oogenblik gekomen om die bepalingen te doen wegvallen en te beletten dat zij eene tweede maal worden toegepast bij de aanstaande gemeenteverkiezingen.

Jos. HOÏOIS.



PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 52 à 61 inclus (Titre III) de la loi relative aux élections communales, qui établissent et règlent l'élection des conseillers communaux supplémentaires, sont abrogés.

WETSVOORSTEL

EENIG ARTIKEL.

De artikelen 52 tot en met inbegrip van artikel 61 (titel III) van de wet betreffende de verkiezingen voor de gemeente, die de verkiezing van bijgevoegde gemeenteraadsleden instellen en regelen, worden ingetrokken.

Jos. Hoëois.
